

FJD

# Djaballah s'attaque à ses détracteurs

**Plus la date du scrutin législatif approche, plus les «enchères» augmentent du côté des différents partis. Et le Front de la justice et du développement (FJD) a mis son grain de sel dans ce marché en criant à une campagne de dénigrement qui le viserait de la part de partis dont de «grosses cylindrées» qui veraient en lui le grand vainqueur de ces élections et que, pour ce faire, il font tout pour le «diaboliser».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Et le leader du parti n'a pas fait l'économie des mots pour lancer un tir groupé qui n'épargne pratiquement personne parmi une «certaine classe politique» relayée par des médias, qu'il accuse de «n'avoir comme programme politique que la diatribe, l'invective, le mensonge et la diabolisation de l'autre, dont principalement notre mouvement».

Abdellah Djaballah, qui s'adressait, hier vendredi, lors de l'ouverture d'une rencontre ayant regroupé les cinq premiers candidats de chaque liste du parti aux législatives du 10 mai prochain, a usé d'un discours offensif qui renseigne on en peu plus clairement sur la rudesse de la campagne électorale qui a, selon lui, déjà démarré avec une «campagne de dénigrement et de diabolisation de son parti de crainte que ce dernier ne sorte vainqueur de ce scrutin». Pour lui, les prémices d'une consultation qui ne sera «ni libre ni transparente» sont là avec, précisera-t-il, une administration prisonnière de vieux réflexes et qui fait fi des engagements du président de la République et ceux du ministre de l'Intérieur quant à la régularité de ces législatives. Et à Djaballah d'énumérer certains de ces éléments tellement dangereux pour le pays si bien que «le parti n'a signé à personne de chèque en blanc». Tout d'abord les enquêtes ayant touché les candidats du parti dont certains ont été disqualifiés dans un premier temps avant que la justice ne les rétablisse dans leurs droits. Il citera les postulants du parti dans les wilayas de Aïn-Témouchent, Sétif et Djelfa dont l'administration a rejeté les dossiers au motif qu'ils étaient des anciens du parti dissous. Ce dont se défend Djaballah qui affirmera que les concernés n'étaient ni membres fondateurs ni dirigeants de l'ex-Fis, encore moins impliqués dans la tragédie nationale et ils jouissent de tous leurs droits civiques et politiques. Il se félicitera

que la justice les ait rétablis, nourrissant l'espoir qu'elle en fera de même pour d'autres candidats temporairement recalés sous «les mêmes et fallacieuses raisons».

Autre indice et pas des moindres de cette volonté de faire capoter le changement pacifique et par les urnes, tant attendu par le peuple algérien, le leader du FJD reviendra encore sur cette histoire du bulletin de vote, objet d'un bras de fer entre le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et la commission Seddiki. Pour Djaballah, le refus du département d'Ould-Kablia de la proposition d'un bulletin unique qui comporterait les noms des partis ou des listes indépendantes avec photos de leurs chefs ou des têtes de liste et le numéro qui leur sera attribué en est, selon lui, «l'exemple édifiant». Alors que par le passé, les partis en lice étaient au parfum du moindre détail à propos de l'opération électorale, le président du FJD regrettera le fait que cette fois-ci, et à près d'un mois seulement du scrutin, ils ne soient pas ou peu informés jusqu'à la nature et la forme de la feuille de vote. Plus que cela, ajoutera-t-il, «nous ne savons toujours pas sur quelle base sera établie la représentation féminine». Un flou parmi tant d'autres que Djaballah considère «sciemment entretenu» par une administration qu'il accusera de tout faire pour encourager le boycott pour des raisons qu'il dit ignorer.

## Djaballah se défend de tout favoritisme

Au cours de son intervention, le leader du FJD est revenu assez longuement sur le processus d'élaboration des listes du parti.

Un sujet qu'il a eu déjà à évoquer la semaine dernière lors d'une conférence de presse tenue à cet effet, qui se justifie comme une réponse à la vague de dénonciations des nombreuses irrégularités qui l'auraient émaillé. Et fort à propos, c'est Djaballah qui était directe-



Djaballah dénonce la surenchère qui marque la scène politique.

Photos : Samir Sid.

ment et principalement visé et accusé de favoritisme envers des proches et des membres de son entourage.

Ce dont l'intéressé se défend, affirmant avoir retenu les leçons du passé en n'ayant, cette fois-ci, conseillé personne, même parmi les plus proches, ni à se présenter ni à

ne pas postuler». Et d'ajouter, prenant l'assistance à témoin, que «tout a obéi aux préalables de niveau intellectuel, de probité, de notoriété, de sociabilité arrêtés par la direction du parti». Il se défendra d'avoir imposé son épouse, huitième sur la liste d'Alger, ou encore fait de même pour le cas de son gendre qui pilote

la liste à Blida. «Ce sont les commissions de wilaya qui ont fait ces choix et la commission nationale n'a fait que les entériner», dira Djaballah qui déclarera avoir décliné la proposition qui lui a été faite de piloter la liste de la capitale.

L'intervenant a aussi révélé avoir refusé de recevoir un homme d'affaires qui a voulu monnayer chèrement une place éligible sur une liste du parti au même titre d'ailleurs que la personne qui a servi d'intermédiaire. Un aveu qui sonne comme une réplique à ceux qui accusent le cheikh d'avoir privilégié dans le choix des candidats le milieu en contrepartie de sommes sonnantes et rébuchantes. Pratique que le leader du FJD dira condamner avec vigueur de par, affirmera-t-il, «le grand danger qu'elle représente sur le processus démocratique si elle venait à se vérifier à l'issue de ce scrutin». Et à Djaballah de revenir sur son long parcours de militant semé, dira-t-il, de nombreuses injustices dont il se dit victime, lui qui s'est vu refuser un logement alors qu'il habitait un bidonville, lui qui s'est vu viré de son poste d'enseignant au bout d'un an seulement d'exercice au motif, dit-il, que «je représentais une menace pour l'ordre public».

M. K.

## IL CONDAMNE L'ENLÈVEMENT DES DIPLOMATES ALGÉRIENS

# L'intégrité de l'Algérie, une ligne rouge, selon Soltani

Le président du Mouvement de la Société pour la paix (MSP) ne transige pas avec l'intégrité et l'unité de l'Algérie, une «ligne rouge» qui ne doit souffrir aucune atteinte selon lui. Bouguerra Soltani qui a réuni hier les animateurs locaux de la campagne électorale et les têtes de listes de sa formation, a ainsi condamné fermement l'enlèvement des membres de la mission consulaire algérienne à Gao (nord du Mali), appelant les auteurs de cet acte, qu'il n'identifie pas, à libérer leurs otages.

Tout en condamnant le coup d'Etat militaire survenu au Mali et en appelant au règlement des problèmes internes à ce pays par la voie du dialogue, le président du MSP s'est montré néanmoins très soucieux de la défense de l'intégrité du pays. Et des troubles que ne doit point, selon lui, occulter la campagne pour les élections législatives du 10 mai et pour lesquelles sa formation, En Nahda et El Islah, regroupées au sein de l'Alliance Verte, participent avec des listes communes.

En ce sens, le président du MSP a appelé les animateurs locaux de la campagne électorale à vulgariser le programme de l'Alliance, consacré au développement socioéconomique du pays à l'horizon 2017, agir en vue de susciter l'adhésion populaire au vote et bien suivre et surveiller l'ensemble de l'opération électorale.

Et d'autant que la course électorale risque de déboucher sur un parlement émietté, «une assemblée mosaïque», dira le leader islamiste, avec le foisonnement des listes en compétition, et que le seuil d'exclusion reste encore bas. Et cela même si Bouguerra estime que le prochain scrutin diffère des précédents, au regard de l'expression d'une volonté politique résolue, le souci de la décision populaire libre et convaincue, la consécration supervision judiciaire, le combat continu de la commission indépendante de surveillance «politique et pas technique» ainsi que la présence d'observateurs internationaux.

Chérif Bennaceur

## AFFAIRE ACHOUR ABDERRAHMANE

# Le procès atteint sa phase décisive

**Le procès de l'affaire Achour Abderrahmane-BNA passera à la vitesse supérieure à compter de demain dimanche, soit avec le début de l'audition des principaux mis en cause dans cette affaire. Jeudi dernier, le président du tribunal criminel a auditionné les premiers prévenus, dont Amari Mohamed, l'ex-directeur du réseau d'exploitation.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** — Au troisième jour de ce procès, qui a débuté mardi dernier au tribunal correctionnel, rien de particulier n'a été enregistré, si ce n'est l'audition de l'ex-directeur du réseau d'exploitation de la BNA. Mohamed Amari, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a nié en bloc les chefs d'inculpation retenus contre lui dans l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation.

Selon lui, le directeur du réseau d'exploitation «n'a pas les prérogatives d'empêcher quelqu'un d'ouvrir un compte, sauf si c'est sur instruction de la Banque d'Algérie». D'ailleurs, pour ses avocats, «si Amari était impliqué dans cette affaire, il aurait eu un autre mode de vie». «Son niveau de vie n'a pas changé entre 2003 et 2005, période

des faits, et lorsqu'il a été inculpé, son fils était dans l'obligation d'interrompre ses études universitaires pour trouver un travail et subvenir aux besoins de sa famille», nous a confié un de ses avocats. La défense tentera sans aucun doute d'évacuer une autre charge qui pèse sur son client, à savoir «la relation particulière qu'entretient Achour Abderrahmane avec Mohamed Amari». Pour rappel, lors du premier procès, l'avocat de l'ex-directeur régional de la BNA a essayé d'expliquer qu'une relation particulière entre un directeur et un gros client «est tout à fait normale du moment que la banque, une institution commerciale, doit veiller à avoir d'importants clients».

Selon d'autres sources, les avocats de la défense, forts de l'expé-

rience du procès de 2009, comptent «devancer» les arguments de l'accusation, qui a requis lors du premier procès de lourdes peines à contre Achour Abderrahmane et les cadres de la banque. Ainsi, pour justifier ses demandes, le représentant du ministère public est revenu sur ce qu'il a appelé «la stratégie de dilapidation», dont les auteurs sont Achour Abderrahmane, ses proches et les fonctionnaires de la banque. Selon lui, le procédé utilisé pour subtiliser les deniers de la banque consistait en la création légale d'au moins 9 entreprises fictives, gravitant autour d'une société principale, National A+ qui, elle, existe concrètement. La deuxième étape consiste en l'ouverture de 12 comptes : 9 à Cherchell, 2 à Koléa et 1 de National A+ à Bouzaréah. Puis vient la troisième étape durant laquelle interviennent les dépôts de chèques au nom de National A+ pour encaissement au profit des différentes sociétés fictives gérées par Achour par procuration. La quatrième étape, ajoute le magistrat, consistait



Lors du premier procès l'accusation a requis de lourdes peines contre Achour Abderrahmane.

Photo : DR

à laisser en suspens entre les agences toutes les écritures dans le but de laisser les opérations sans suite et assurer à Achour l'encaissement des chèques alors que les comptes n'étaient pas approvision-

nés. Pour le procureur, dans chacune des étapes, les accusés avaient un rôle bien déterminé à jouer pour mener à bien ce procédé diabolique, digne de la mafia italienne.

A. B.